

Le point sur le dispositif olympique

Alors que le tournoi de football débute mercredi et que les épreuves de voile démarrent le 28 juillet, élus et représentants de l'État faisaient un point hier, en préfecture, sur le dispositif mis en place à Marseille pendant les Jeux.

La ville s'apprête à devenir un grand terrain de Jeux. À partir de mercredi (et le coup d'envoi du premier match du tournoi olympique de foot, au stade Vélodrome) et jusqu'au 8 août (clap de fin des épreuves de voile), le préfet de région, Christophe Mirmand, prévoit l'arrivée de plus d'un million de visiteurs dans la ville, "pour assister aux compétitions olympiques mais aussi profiter des atouts de toute la région".

À Marseille "près de 450 000 billets, 150 000 pour la voile et 300 000 pour les rencontres de foot, ont déjà été vendus", annonce Cédric Dufoux, le "Monsieur Paris 2024" dans le Sud, qui rappelle toutefois que des tickets sont toujours disponibles. Si les deux sites olympiques marseillais sont bien identifiés, avec le stade Vélodrome et la Marina, "l'effet d'attraction" de Paris 2024 doit profiter à toute la ville, nécessitant la mise en place d'un dispositif sur mesure lors de ces 14 jours olympiques.

SÉCURITÉ: DES "MOYENS EXCEPTIONNELS"

Fort des expériences des Test events en juillet 2023 ou de l'accueil de la flamme en mai, le préfet de police croit en l'expertise développée par ses

hommes pour la gestion des grands événements. D'après que "des moyens exceptionnels" ont été débloqués pour assurer la sécurité des JO, avec trois missions principales: accueillir les athlètes et les visiteurs, lutter contre la délinquance et prévenir la menace terroriste. "Le premier renfort, c'est l'absence de vacances pour tous les policiers de la zone, durant toute la période des Jeux, liste Pierre-Édouard Colliex. Au total, sur le département, ce sont près de 3 000 hommes en plus que d'habitude qui seront mobilisés, soit quelque 6 000 effectifs. On double le nombre de policiers mais aussi de gendarmes et nous aurons le renfort de quatre fois plus de militaires de la mission Sentinelle déployés à Marseille mais aussi dans des sites touristiques de la région, comme les Alpilles par exemple."

Ces policiers seront affectés en permanence à la surveillance du littoral et jusqu'à 1 600 membres des forces de l'ordre seront postés à Marseille sur une seule journée, notamment les jours de match. Cinq compagnies de CRS, 200 militaires de l'armée de l'air, des brigades équestres et cynophiles et des équipes antiterroristes viennent compléter le dispositif d'une enveloppe in-



Les épreuves olympiques devraient attirer plus d'un million de visiteurs à Marseille. /PHOTO FRANCK PENNANT

édite. Deux commissariats (à la gare Saint-Charles et aux abords de sites olympiques) et 20 policiers étrangers (dont sept venus de Los Angeles) doivent également permettre d'être au plus près des visiteurs. Enfin, ce sont 1 600 agents de sécurité privés qui ont été recrutés.

"C'est l'objectif que l'on s'était fixé, assure Christophe Mirmand. Le recrutement est bouclé, grâce à des efforts importants sur la formation notamment."

EN MER: UNE RADE INTERDITE D'ACCÈS LES JOURS D'ÉPREUVE

Même engagement en mer, où la préfecture maritime doit "fermer la rade" les jours des épreuves de voile, de 10 h à 20 h. Mais si le plan d'eau sera interdit aux plaisanciers et aux usagers de la mer, le préfet maritime de Méditerranée veut "minimiser les contraintes".

"On a réussi à conserver des zones de baignade sur presque tout le littoral, mis à part Prado nord, expose Gilles Boidevezi. On a également prévu un chemin pour les pêcheurs, pour qu'ils regagnent le Vieux-Port,

et des chemins d'accès pour les plaisanciers des ports du Frioul ou de Malmousque. On a également fait en sorte que les écoles de voile puissent continuer à pratiquer". Un dispositif encadré par un arrêté préfectoral, qui empêchera notamment la navigation des navettes maritimes entre le Vieux-Port et la Pointe-Rouge. Sur l'eau, les forces de police n'assureront qu'une "sécurité anticipative", la surveillance directe des régates étant opérée par le Comité olympique.

CIRCULATION: PRESQUE PAS DE RESTRICTION

La limitation des contraintes est également l'option choisie pour la circulation dans la ville. Mis à part quelques voies aux abords des hôtels qui accueillent les athlètes (le Nhow sur la Corniche et le Golden Tu-

"On a réussi à conserver des zones de baignade sur presque tout le littoral, mis à part Prado nord..."

lip à Borély), aucune restriction de circulation n'est prévue durant la période des Jeux. Un moment envisagé, la piétonnisation de la Corniche durant les compétitions de voile n'aura finalement lieu que le 8 août, pour une nouvelle édition de La Voie est libre. "Ce sera le plus beau balcon sur la mer du monde", prévoit Samia Ghali, maire adjointe (DVG) en charge des grands événements. Elle se réjouit également de l'ouverture du Club 2024, sur les plages du Prado, à côté de la Marina: "Ce sera un endroit familial pour vivre les Jeux ensemble, regarder les épreuves mais aussi faire de l'escalade, de la plongée virtuelle ou du breakdance..." Le lieu, entièrement gratuit, sera inauguré dès mercredi, avant une "journée découverte" le 26 juillet.

P.K.

33/001

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COUR D'APPEL D'AIX-EN-PROVENCE

CHAMBRE DES APPELS CORRECTIONNELS

Chambre correctionnelle 5-2

N° Parquet : TJ MARSEILLE 1908800159

Identifiant justice : 190977704X N°Parquet général : AUDCO 21 001411

N°Parquet général : EP 21 001411

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE POUR PUBLICATION

Par arrêt correctionnel de la Chambre des Appels Correctionnels de la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence - Chambre correctionnelle 5-2 en date du 28 mars 2023 et à l'encontre de YOUNES Chadi né le 10 décembre 1974 à DALOGA (CÔTE D'IVOIRE) de YOUNES Khali et de MOUROUKE Nazira

Sexe: M

de nationalité Française

et demeurant 183 chemin de Morgiou 13009 MARSEILLE

Situation pénale : libre

La décision suivante a été rendue :
- 12312 - MISE EN DANGER D'AUTRUI (RISQUE IMMÉDIAT DE MORT OU D'INFIRMITÉ) PAR VIOLATION MANIFESTEMENT DÉLIBÉRÉE D'UNE OBLIGATION RÉGLEMENTAIRE DE SÉCURITÉ OU DE PRUDENCE, faits commis à MARSEILLE du 1er octobre 2018 au 29 octobre 2018 ; faits prévus par ART.223-1 C.PENAL. et réprimés par ART.223-1, ART.223-18, ART.223-20 C.PENAL.
- 9833 - DÉGRADATION OU DÉTERIORATION D'UN BIEN APPARTENANT À AUTRUI, faits commis à MARSEILLE courant 15 octobre 2018 et jusqu'au 29 octobre 2018 ; faits prévus par ART.322-1 AL 1 C.PENAL. et réprimés par ART.322-1 AL 1, ART.322-15 1° 2° 3° 5° 6° C.PENAL.
- 25874 - REFUS DE RELOGER OU D'HEBERGER L'OCCUPANT D'UN LOCAL INSALUBRE, faits commis à MARSEILLE du 1er janvier 2019 au 1er avril 2019 ; faits prévus par ART.L.521-4 §1 AL 4, ART.L.521-1, ART.L.521-3-1 C.CONSTRUCT. et réprimés par ART.L.521-4 §1 AL 1, §1 C.CONSTRUCT.
- 25621 - DESTRUCTION, DÉGRADATION OU DÉTERIORATION DE LOCAL FAISANT L'OBJET D'UN ARRÊT DE PÉRIL DANS LE BUT D'EN FAIRE PARTIR LES OCCUPANTS, faits commis à MARSEILLE du 21 janvier 2019 au 28 février 2019 ; faits prévus par ART.L.511-6 §1 AL 2, ART.L.511-1, ART.L.511-1 C.CONSTRUCT. et réprimés par ART.L.511-6 §1 AL 1, §1 C.CONSTRUCT.

à

18 mois d'emprisonnement délictuel, à titre de peine principale, avec sursis

1 Amende délictuelle de 50 000 euros, à titre de peine principale

05 ans d'interdiction d'acheter ou être usufruitier d'un bien ou fonds de commerce à usage d'hébergement, à titre de peine complémentaire

Publication de la décision, aux frais du condamné, du dispositif de la décision dans La Marseillaise et La Provence, dans les trois mois à compter du caractère définitif de l'arrêt, frais de publication à hauteur de 8 000 euros maximum, à titre de peine complémentaire.

La cour a ordonné la publication de sa décision. En conséquence, la personne condamnée devra supporter des frais d'un montant de 8 000 euros.

Pour extrait conforme, Le greffier

Vu et vérifié au parquet, Le 24/06/2024 Le Procureur Général,

Fait à Aix En Provence, Le 24/06/2024

Stéphanie BATLLE
Substitute générale

À LA RTM

Pendant les Jeux, le métro à nouveau en marche la nuit et les bus des plages doublés

Du 22 juillet au 11 août, les deux lignes de métro fonctionneront de 4 h 30 à 00 h 30 et les lignes 19 et 83 du bus vont voir leur fréquence doublée.

C'est un petit événement dans le grand événement: durant toute la durée des Jeux, le métro retrouve ses horaires nocturnes. Tous les jours! Les deux lignes M1 et M2 reprennent donc du service entre le 22 juillet et 11 août, de 4 h 30 à 00 h 30, "et même plus tard en cas de prolongation au Vélodrome, on sait faire", promet Hervé Beccaria.

Trève olympique donc pour les préparatifs de Neomma (dont les premières rames doivent être livrées en 2025 et dont les travaux occasionnent les fermetures nocturnes). "On aura un métro toutes les 5 minutes et un toutes les 3 minutes en heures de pointe, sur les matches de foot par exemple", détaille le directeur de la RTM. Toutes les stations sont équipées d'une signalétique spéciale, aux couleurs de JO, permettant de repérer le meilleur itinéraire vers le Vélodrome ou le bon arrêt pour se rendre à la Marina.

38 véhicules vont permettre de desservir les lignes 19 et 83 vers la Marina, dont six bus à impériale par jour sur le 83. /PHOTO DENIS THAUST

Un accès vers le plan d'eau olympique qui doit aussi se formaliser sur les arrêts de bus, notamment le 19 (Castellane - Mardrague-de-Montredon) et le 83 (Mucem - Rond-Point du Prado). Les traditionnels bus des plages vont transporter la plupart des spectateurs des épreuves de voile et ils profiteront donc de fréquences doublées. "On aura un départ toutes les 6 minutes pour le 83 et un départ toutes les 4 minutes pour le 19, prévoit Hervé

Beccaria. Cela représente 38 véhicules, soit deux fois plus que le reste de l'année. On a des chauffeurs et des bus en réserve pour pouvoir encore augmenter la cadence en cas de besoins." Un dispositif vers les plages que le directeur de la régie espère pouvoir pérenniser lors de l'été prochain. Et qui est détaillé dans un mini-guide en français et en anglais, distribué dans tous les points d'informations de la RTM.

P.K.

about:blank

1/2

La Cayolle: "On ne sort plus le soir de peur d'une balle perdue"

Malgré le travail associatif et une présence policière renforcée qui ont calmé les tensions de l'été 2023, la paix reste fragile et les tirs qui ont blessé deux personnes le 14 juillet ont ravivé des angoisses chez des habitants de la cité des quartiers Sud.

Des jeunes qui embarquent, sac sur le dos, casquette sur la tête, dans un bus pour une journée d'excursion, des mamans qui traînent un sac à roulettes derrière elles, marchant d'un pas décidé vers le lycée voisin. Et des chats. Qui glissent leurs pattes sur le goudron noirci qu'un véhicule brûlé a fait fondre. Et passent entre des cannettes vides et deux sièges négligemment posés sur l'allée des Pêcheurs (9) au bout de la rue des Écoliers, condamnée par des chariots de supermarché...

Dire que le quartier de la Cayolle est calme en ce matin de la mi-juillet est un euphémisme. "C'est tranquille ici, vraiment... même s'il arrive que parfois, certains pient les plombs. C'est pas toujours facile d'apaiser les tensions", reconnaît un médiateur social. Rencontré entre deux immeubles, le quinqua, enfant du quartier, a été appelé à intervenir sur un conflit de voisinage. En septembre dernier, il avait été appelé à évacuer l'école Calanque de Sormiou aux côtés des agents des polices nationale et municipale. La Cayolle avait traversé un été sous haute tension, avec pas moins de quatre fusillades et deux morts en quarante jours. À l'époque, des familles préféraient dormir dans leur salon avec leurs enfants, craignant qu'un tir ne traverse les chambres. Certaines avaient déshabillé leur progéniture, les derniers tirs ayant fini dans la grille de l'école.

La peur ne quitte plus certains

Dès la rentrée, les heures d'entrée et sortie de l'établissement ont été sécurisées par des policiers et médiateurs, apaisant sensiblement le quartier. Du moins en apparence. Car le week-end dernier, deux personnes ont été blessées par



Deux sièges installés en face de l'école, sur l'allée des Pêcheurs (9) témoignent du retour d'un point de deal qui inquiète les riverains. /PHOTO L.M.

balles dans la cité, sans que l'enquête ne puisse affirmer l'existence d'un lien entre ces tirs et le trafic de stupéfiants. De quoi raviver l'angoisse de certains habitants. La peur ne quitte plus certains comme cette jeune propriétaire depuis un an et demi d'un appartement dans une rue voisine: "Le soir, à partir de 20h, on ne sort plus pour marcher et prendre l'air, on a trop peur de se prendre une balle perdue, souffle-t-elle. Il y a des coins qu'on évite, qu'on a peur de faire un grand détour. On prend le bus et c'est tout." La présence policière renforcée? "Elle est là, elle fait son travail, y a pas de problème. Mais ça a ses limites." "C'est tendu, les tirs de ces derniers jours, on savait que ça allait arriver", confie Louise Gallot, de l'association L'Age d'or

“
Sitôt mise en place,
la caméra a
été sectionnée,
confortant
un sentiment
de victoire pour
les dealers.”

LA COPRÉSIDENTE DU CIQ
DES HAUTS-DE-MAZARGUES
LA CAYOLLE

de la Cayolle, qui œuvre toute l'année auprès des habitants et familles du quartier. "Ces derniers mois, on a beaucoup travaillé avec l'Addap 13 et les associations sur place, précise la maire (DVD) des 9^e et 10^e arrondissements Anne-Marie d'Estienne-d'Orves. On a soutenu beaucoup de manifestations sportives et culturelles sur le terrain, mais malgré cette présence, la zone se heurte à de la violence et des trafics." Début juillet, la coprésidente du CIQ des Hauts-de-Mazargues la Cayolle, Nicole Bonfils, a écrit à l'adjoint au maire en charge de la sécurité, Yannick Ohanessian (PS), pour lui demander la réinstallation d'une caméra de vidéosurveillance alors que le point de deal était de retour devant l'école: "Sitôt mise en place, la

caméra a été sectionnée, confortant un sentiment de victoire pour les dealers." Contacté, l'élus assure que "la Ville étudie l'emplacement sur lequel un nouveau dispositif pourra être installé sans être détérioré. La police municipale a été déployée sur place pendant plusieurs semaines l'an dernier, sanctuarisant l'école et ses abords reste notre priorité." Même réponse du côté de Yannick Bouzar, sous-préfet de police des Bouches-du-Rhône: "Quand le trafic a un impact sur les conditions de vie des habitants, on doit avoir une réaction immédiate. La Cayolle reste prioritaire au sein de la division Sud. Un travail de fond a été mené avec l'État et les collectivités depuis l'été dernier. Tout est mis en œuvre pour éviter la spirale

de violences de l'an dernier", assure-t-il. Sur le plan statistique, une vague importante d'arrestations a été réalisée entre mai et fin 2023, et le mois dernier, la division Sud a procédé à 70 interpellations dont une dizaine à la Cayolle. La création de l'unité de lutte contre l'économie souterraine et le trafic de stupéfiants en novembre 2023 participe aussi à ce travail sur le fond. "L'équilibre est fragile mais nous actionnons tous les leviers pour apporter des réponses structurelles en faisant notamment en sorte qu'une interpellation soit suivie d'une expulsion du logement social", ajoute le sous-préfet de police.

"Rendre le quartier aux habitants"

En parallèle, l'État a "promis de rendre le quartier aux habitants", et a, à ce titre, accompagné la Ville et la Métropole sur huit opérations de nettoyage de tags et d'encombrants: "Avec l'aide des associations, notamment celles soutenues par le préfet à l'égalité des chances, aucun incident n'a affecté la tranquillité de l'école durant toute l'année scolaire", se réjouit Yannick Bouzar, qui note que s'il reste un point de deal, "très loin d'être le plus lucratif", les tensions à la Cayolle sont souvent liées à des "rivalités entre clans et familles, avec des conflits personnels qui se traduisent par des véhicules incendiés voire des tirs sur les façades". Mais ce qui interroge encore le sous-préfet de police, soucieux de "préserver la tranquillité des familles installées dans ce qui pourrait être un véritable coin de paradis", c'est "la responsabilité parentale alors que de très jeunes adolescents ont lancé des tirs de mortiers en direction des véhicules de secours et de police qui intervenaient pour secourir les deux hommes blessés par balle, le soir du 14 juillet".

Laurence MILDONIAN

DU FOOT À L'AIDE AUX DEVOIRS, LE SC CAYOLLE EST PRÉSENT SUR TOUS LES TERRAINS

"On occupe les enfants pour qu'ils ne basculent pas du mauvais côté"

Bien plus qu'un club de foot, le SC Cayolle participe à apaiser le climat dans le quartier en organisant toute l'année aides aux devoirs, sorties en mer et séjours à la campagne à destination des enfants.

Difficile de rencontrer Abdelkader Benkou en ce mois de juillet: "Ah ça va être compliqué là, je suis dans les Cévennes avec les jeunes", se marre le président du SC Cayolle, le bout du fil. Ils sont presque une quinzaine, âgés de 10 à 13 ans, à avoir quitté le quartier pour un séjour à la campagne. Le SC Cayolle, un club de foot? Bien plus que ça: "On fait beaucoup dans le social, ça fait partie de notre ADN depuis notre création, il y a quarante ans, poursuit le président. Notre objectif est d'occuper les enfants pour qu'ils ne basculent pas du mauvais côté." L'an dernier, alors que des familles commençaient à décola-



Durant l'été, des activités sont menées par le SC Cayolle avec l'UCPA sur la base nautique de la Pointe-Rouge. /PH. DR

riser leur progéniture, redoutant les balles qui avaient atterri dans la grille de l'école à la fin de l'été, Abdelkader Benkou avait tenu à rassurer les parents

en organisant les entraînements à la Soude pendant un mois. "Une fois que les choses sont apaisées, on est revenu sur notre terrain."

Filles ou garçons, de 9 à 13 ans, tout le monde peut intégrer l'école de foot, mais aussi participer aux activités que le club propose comme les sorties avec

“
On essaie de donner
une autre image
du quartier,
montrer qu'on
est des gens bien.”

ABDELKADER BENKOU,
PRÉSIDENT DU SC CAYOLLE

l'UCPA sur la base nautique de la Pointe-Rouge, les stages sportifs durant les vacances ou les grandes fêtes de quartier, goûters et spectacles organisés en

fin de saison. "Cette année, on a aussi fait beaucoup d'aides aux devoirs en partenariat avec l'école, initié des rencontres avec des nutritionnistes et fait intervenir à l'école Calanques de Sormiou des membres de l'OM foot animation pour parler de la violence en milieu scolaire et de l'importance de l'école", énumère le président. Un travail a également été mené avec la direction de l'école autour du harcèlement et des cafés-débats sur le danger des écrans. Celui qui ne jure que par "le terrain, le terrain, le terrain" est touché de voir que des papas qu'il a entraînés lui confient désormais leurs enfants. "Avec nos bénévoles, on essaie de donner une autre image du quartier, et ça marche, dans les 280 à 300 licenciés qu'on compte, de plus en plus viennent d'ailleurs de la Cayolle et découvrent qu'on est des gens bien, se réjouit Abdelkader Benkou. Si sur cent gamins qu'on a accompagnés, seulement quatre ou cinq tombent du mauvais côté, on aura fait notre travail..."

L.M.